

Introduction

Les démocraties industrielles occidentales sont en pleine tempête. Les classes moyennes voient fondre leurs revenus et leurs sécurités, les travailleurs (surtout ceux non spécialisés) et les retraités sont guettés par la pauvreté, les nouveaux riches étalent partout leur opulence: en somme, le marché est de plus en plus impitoyable. Néanmoins il fonctionne¹.

C'est un véritable tremblement de terre qui bouleverse profondément les mécanismes de distribution des revenus et accélère le processus de disparition effective de ces «classes moyennes» que nous avons connues au XX^e siècle et qui ont perdu leurs spécificités lorsque les conditions historiques qui avaient permis leur succès ont disparu. Plusieurs facteurs expliquent ce déclin: la fin de l'époque d'une croissance systématique, qui permettait aux individus auxquels la fortune ne souriait pas encore de se sentir malgré tout «en liste d'attente» et non exclus; la perte de la sécurité de l'emploi; et pour finir l'impact sur la structure sociale de mécanismes de marché dont les paramètres sont constamment modifiés par l'évolution technologique.

Dans de nombreux pays, la diffusion de l'offre de produits et de services *low cost* augmente sensiblement le

pouvoir d'achat des salariés. Ce phénomène est appelé à jouer un rôle plus important dans l'économie des pays occidentaux qu'une éventuelle réforme de la fiscalité ou de la protection sociale, parce qu'il est en train de substituer un magma social indistinct aux anciennes cristallisations d'intérêts autour des mécanismes de redistribution étatiques: il s'agit d'une «classe qui n'en est plus une», faite d'individus qui revendiquent la protection en tant que consommateurs, contribuables et bénéficiaires – effectifs ou potentiels – de retraites, de subsides et de prestations d'assistance diverses et variées.

Ce vaste magma social est délimité vers le bas par la classe des «nouveaux pauvres», pour la plupart des travailleurs non spécialisés soumis à la concurrence de la main-d'œuvre des pays en voie de développement, et vers le haut, par une robuste classe aisée composée de riches «consolidés» et de la nouvelle bourgeoisie de la connaissance.

Le déclin de la classe moyenne n'est certes pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu: en 1985 déjà, dans son essai *The Shrinking Middle Class: Myth or Reality*², Neal H. Rosenthal* se demandait si l'on n'assistait pas à un début de polarisation des revenus entraînant justement l'érosion progressive des classes moyennes et l'apparition d'une foule de nouveaux riches et d'une multitude de nouveaux prolétaires. Il concluait que ce phénomène n'était pas encore à l'œuvre, mais qu'il pourrait se déclencher dès le milieu des années 1990, sous l'effet des processus de désindustrialisation – alors à peine entamés – et

* Économiste du bureau de statistiques du Ministère du Travail américain.

du développement des nouvelles technologies à haute rentabilité et des industries *high tech*.

Ses prévisions se sont avérées assez pertinentes. En 1985, c'était faire preuve de discernement, car Microsoft n'était encore qu'une petite entreprise et le nouveau système d'exploitation de Bill Gates avait à peine commencé à monopoliser les PC du monde entier.

D'autres voix se sont fait entendre par la suite: en juillet 1997, Rudi Dornbusch* publiait *Bye Bye Middle Class*, un essai dans lequel il prévoyait la disparition imminente de l'État-providence et enfin de la «classe moyenne elle-même avec ses habitudes de facilité sinon de paresse». Dornbusch était bien conscient du fait que les gouvernements ne savaient pas comment relever le défi de cette disparition. Il invitait donc la classe politique à se préparer à des temps difficiles, car selon lui la compétition entre systèmes et entreprises, privatisations et globalisation, n'entraînerait pas que des avantages économiques, mais aussi d'importants problèmes sociaux, à commencer justement par une diminution des revenus de la force de travail non spécialisée. Un défi politique de taille, surtout pour une Europe secouée «par les inévitables inégalités, par la coexistence de millionnaires enrichis par les technologies et d'électeurs de l'ancienne classe moyenne qui se considèrent comme exclus».

Dornbusch prédisait donc une navigation difficile aux démocraties contraintes de gérer à la fois une augmentation des inégalités et une insécurité économique

* Économiste du Massachusetts Institute of Technology, célèbre pour ses analyses pénétrantes et son style âpre et railleur.

généralisée. Il ne décelait qu'une seule lueur positive à l'horizon, l'arrivée imminente de l'euro qui offrait l'«opportunité d'une nouvelle vision dynamique de l'Europe». S'il était encore en vie, quelle ironie décapante ne réserverait-il pas à l'Europe actuelle, en pleine crise économique, institutionnelle et politique?

Face à cette crise, les gouvernements du Vieux Continent risquent de sous-estimer la question du rééquilibrage financier et du repositionnement des systèmes de sécurité sociale: ceux-ci sont en effet principalement bâtis sur la capacité contributive de la classe du milieu, et sont donc en train de perdre leur support, voire leur légitimation politique. La classe moyenne était en effet le principal sponsor de ce modèle d'infrastructure publique dont l'objectif était de réduire les risques et les incertitudes de la vie individuelle et collective.

D'autres questions sont bien sûr en jeu: celles des garanties minimums inaliénables, des droits à défendre, des nouveaux équilibres entre liberté et sécurité, car le travail autonome est plus libre mais moins garanti. Sans parler de la nécessité d'échelonner les éventuelles réformes sur le très long terme. Le problème concerne non seulement le volume de ressources financières disponibles, mais aussi la façon dont les droits sont garantis.

Un système de protection sociale adapté aux besoins d'une société sans classes ne peut qu'être inédit, du moins en partie. La structure et les modalités de fonctionnement de l'administration publique, conçue pour servir les intérêts de l'économie matérielle, reflétaient le contexte de l'époque: du temps de la production en usine, la chose publique était adaptée aux logiques et aux

modèles de l'industrie lourde de masse. La société actuelle qui s'inscrit sous le sceau du quaternaire (autrement dit, qui tire sa valeur des services innovants offerts en plus des services de base) demande à l'administration de garantir la rapidité et la flexibilité de l'action, ainsi que le volume des services produits.

La philosophie de consommation *low cost*, en somme, ne peut manquer de déborder sur la sphère publique. Les classes dirigeantes devront repenser l'offre publique en tenant compte du fait que la classe de la masse est moins disposée à soutenir son financement. Elles devront donc démontrer leur aptitude à créer un véritable système de protection sociale *low cost*.